

*L'Adresse—M. Roy*

à l'occasion de toutes les manifestations organisées par l'État québécois pour propager l'idée de cette souveraineté mais en appliquant toujours, lors de ces événements, lors des planifications, la stratégie explosive de Doris Lussier, tel que mentionné dans le *Journal de Montréal* du 21 juin 1978, théorie explosive, et dans cette lettre adressée à M. Lévesque, et c'est à ce moment-là le fédéralisme renouvelé qui avait recueilli 44 p. 100 des suffrages contre 21 p. 100 pour la souveraineté-association, M. Lussier, sociologue, mentionnait bien clairement à M. Lévesque, chef du Parti québécois, et je cite:

... que le Parti québécois était «en perte de vitesse, c'est certain. Si nous ne sommes pas des autruches, admettons-le.»

Il faisait part à M. Lévesque d'une stratégie explosive avec différents points qui devraient être appliqués avant la bataille. Et je cite donc certains points que j'ai en main. Ils appelaient cela des leçons, et je cite:

La quatrième leçon des faits, c'est qu'il va falloir chauffer à blanc le nationalisme québécois, avec tous les moyens à notre disposition, subtilement mais de façon constante, quotidienne et massive.

On mentionne ici la sixième leçon qu'il faudrait à ce moment-là dans notre matériel de propagande utiliser:

... la meilleure défense c'est l'attaque. Il faut faire passer les fédéralistes québécois dans l'opinion publique pour ce qu'ils sont: des peureux, des arrières politiques, des poids morts ...

... et même ...

... presque des traîtres.

Je cite cette lettre qui était adressée:

Quant aux indécis, il faut arriver à leur donner mauvaise conscience de ne pas monter dans le train de la liberté.

Et je continue. On mentionne ici qu'il faudra absolument, cela c'est dans les termes de la stratégie:

... qu'il faudra absolument s'assurer du mouvement syndical.

C'est ce qui est arrivé il y a deux ou trois semaines. On a vu même en dernière semaine le mouvement syndical s'identifier au mouvement du oui. Cela ne veut pas nécessairement dire que les membres vont suivre la décision de leur chef,

... que la seule façon au Québec de faire l'indépendance c'est de ne jamais en parler. C'est bête mais c'est comme cela. On ne bâtit pas une stratégie sur ce que l'on voudrait qui soit mais sur ce qui est.

Et voici le passage sur les syndicats, et je cite:

Il y a une autre chose qui me paraît s'imposer. Il va falloir nous assurer la collaboration active du mouvement syndical. Les grosses compagnies, on s'en fout: de toutes façons, elles sont fichement contre nous. Mais les syndiqués, nous n'avons pas les moyens de ne pas les avoir de notre côté au référendum. Il faudra avoir cette donnée de fait à l'esprit au cours des prochaines négociations du secteur public et parapublic.

Et c'est là la lettre de M. Doris Lussier, laquelle a été publiée dans les journaux du 21 avril 1978. On voit à quel point tous les points qui sont mentionnés dans cette lettre s'appliquent régulièrement selon une stratégie, selon une planification. Monsieur le président, il faut se rendre compte du fait que les fédéralistes peuvent difficilement concurrencer les indépendantistes sur le terrain de la propagande. Contrairement au séparatisme, le fédéralisme constitue une forme de gouvernement essentiellement humain, pluraliste, qui ne prête pas aux grandes croisades. Le fédéralisme ne peut espérer de victoire sur la propagande et la démagogie indépendantistes, mais nous préférons nous adresser calmement et sereinement à l'intelligence et au bon sens dans le plus grand respect de ces qualités innées du peuple.

● (1610)

J'entendais le président du comité du oui, à son retour de vacances la semaine dernière, «condamner» le caucus québécois

des députés fédéraux de «cocus». C'était un autre exemple pour confirmer ce que je viens d'énoncer et c'était aussi non seulement une insulte envers tous ses collègues québécois mais à la population québécoise qui a élu ces députés à la Chambre avec 68 p. 100 des électeurs. J'aurais préféré, monsieur le Président, qu'à titre de premier ministre du Québec, qui a été élu avec 41 p. 100 du vote enregistré, M. Lévesque étudie le dossier qui a nécessité au personnel spécialisé de trois ministères en cause 200,000 heures d'études avant d'en arriver au choix d'un type de chasseur canadien qui représentera pour le Québec un investissement d'un milliard 573 millions de dollars pour un pourcentage de 49 p. 100 des investissements qui se feront au Québec. Il me semble qu'il aurait été beaucoup plus digne d'un premier ministre d'étudier le dossier avant de suivre la directive de M. Lussier.

... de tout ce qui vient d'Ottawa. Il faut que cela soit mal. Il faut que cela soit mauvais et il faut condamner ces initiatives.

Le fédéralisme n'en reste pas moins une notion exaltante à plus d'un égard. Il fait appel à des qualités de l'esprit et du cœur qui font l'honneur de l'homme et de la femme; l'intelligence, le respect, la tolérance, l'esprit de justice, de partage et de paix. Le fédéralisme est une assurance mutuelle. Dans une fédération on s'épaule et on partage afin de se renforcer mutuellement et ceci dans le plus grand respect. Nous croyons que l'unité peut exister dans la diversité et qu'il peut exister de l'harmonie dans la variété.

En ce qui concerne maintenant la péréquation. Oui, dans la structure générale, on s'épaule et on partage, parce que la structure est flexible et permet de vivre d'égal à égal individuellement d'un océan à l'autre par un système de la péréquation qui a été établi en 1967 qui est à la base même du fédéralisme canadien, et pour le Québec, le but d'existence de ce système-là, un gain de 12 milliards de dollars, représente seulement pour l'année 1980 un montant de un milliard 300 millions de dollars soit 15 p. 100 de la valeur des recettes prélevées par le gouvernement québécois. Cela représente un montant de \$216 par citoyen québécois. Évidemment, parce que la population est de plus de six millions, nous allons chercher par ce partage de la péréquation près de 50 p. 100 du montant total. Alors qu'à Terre-Neuve par exemple, le revenu *per capita* se situe à environ \$592, soit 340 millions de dollars, mais parce qu'au Québec nous sommes six millions, nous sommes allés chercher, par le système de la péréquation, un milliard 352 millions de dollars. C'est un langage tout à fait inconnu de nos opposants les souverainistes, le Parti québécois.

A tous les niveaux, le gouvernement canadien a contribué à l'essor du Québec et à moins d'être hypocrite et de refuser de voir la réalité en préférant propager des sentiments de division linguistique, de faire appel à l'émotivité, à la sentimentalité pour ne servir que des objectifs teintés d'une partisanerie politique non objective, on aura beau encore nous accuser de tous les torts, mais les politiques fédérales ont non seulement respecté mais même encouragé certaines particularités québécoises qui constituent une richesse historique et fondamentale dans le contexte de la diversité canadienne. A cet égard, soulignons que le gouvernement canadien a grandement contribué au développement culturel du Québec. Sans l'effort du gouvernement canadien dans le domaine de la culture, Radio-Canada en français ne serait pas de ce monde. Je pense également aux subventions aux universités, au Conseil des arts,